



Conférence des Directeurs
des Écoles Françaises
d'Ingénieurs

CONFERENCE DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANÇAISES D'INGENIEURS

statuts

adoptés en Assemblée Générale
17 juin 2016

I. But et composition de l'association

Article 1

L'association dite : Conférence des Directeurs des Écoles Françaises d'Ingénieurs (CDEFI) fondée en février 2008 en application des articles L. 233-1-1 et L. 233-2 du code de l'Education a pour objet de représenter auprès de l'Etat, de l'Union européenne et des autres instances internationales compétentes en matières d'enseignement et de recherche les intérêts communs des établissements et écoles délivrant le diplôme d'ingénieur. Cet objet est poursuivi conformément aux dispositions de l'article D233-8 du code de l'éducation.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est situé au 44 rue Cambronne – 75015 Paris. Ce siège peut être modifié par décision de l'Assemblée Générale.

Article 2

Les moyens de la CDEFI sont constitués des cotisations de ses membres, de ressources propres et de contributions de l'Etat et autres collectivités publiques, ainsi que, le cas échéant, de fondations.

Les ressources propres de la CDEFI peuvent provenir de services payants tels que publications, conférences et colloques ainsi que toutes ressources légales.

Les contributions publiques sont constituées de subventions, ainsi que de la mise à disposition d'agents titulaires ou contractuels, ou de fonctionnaires placés en position de détachement.

Les personnels de l'association relèvent soit de la catégorie précédente, soit sont des agents sous contrat de droit privé.

Article 3

L'association se compose de membres de droit.

Sont membres de droit de l'association tous les responsables des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que les directeurs des instituts et écoles internes aux universités, habilités à délivrer le titre « d'ingénieur diplômé » au sens du chapitre II du Titre IV du Livre sixième du code de l'Education, et dans les conditions prévues à l'article L. 233-1.1 du même code.

Les membres de l'association acquittent une cotisation dont le montant est fixé annuellement par l'Assemblée Générale.

Il peut être admis des membres associés ou correspondants dans des conditions prévues au règlement intérieur.

Article 4

La qualité de membre de l'association se perd :

1° par la démission ;

2° par la radiation prononcée par la Commission Permanente pour non-paiement de la cotisation (après mise en demeure non suivie d'effet dans un délai de 3 mois) ;

3° par la radiation prononcée par la Commission Permanente pour motifs graves, sauf recours devant l'Assemblée Générale.

Le membre concerné est préalablement appelé à fournir ses explications.

II. Administration et fonctionnement

Article 5

L'association est administrée par un conseil, dénommé **Commission Permanente**, composée de 20 membres. Elle est composée :

- des 4 membres du Bureau défini à l'article 7
- de 12 membres élus en son sein par l'Assemblée Générale selon des modalités prévues par le règlement intérieur.
- de 4 membres cooptés

La durée du mandat des membres élus et cooptés est de deux ans, renouvelable deux fois. En cas de vacance d'un siège à la Commission Permanente, il est procédé par l'Assemblée Générale qui suit, à l'élection d'un nouveau membre pour la durée du mandat restant à courir, ou s'il s'agit d'un membre coopté, à la désignation d'un successeur.

Article 6

La Commission Permanente se réunit une fois par mois et chaque fois qu'elle est convoquée par son Président ou sur la demande de la moitié de ses membres en exercice. Un relevé de décision est rendu public aux membres de l'association suite à chaque réunion.

La présence du tiers au moins des membres de la Commission Permanente est nécessaire pour la validité des délibérations. Les décisions se prennent à la majorité simple. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le secrétaire. Ils sont établis sans blancs, ni ratures, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

Article 7

L'Assemblée Générale choisit parmi ses membres, au scrutin secret, **un Bureau**, composé d'un Président et de trois vice-présidents. Deux parmi ces derniers assument les fonctions de secrétaire et de trésorier. Le Bureau est élu pour deux ans selon des modalités définies par le règlement intérieur. Cette instance est aussi le Bureau de la Commission Permanente.

Article 8

Les membres de la Commission Permanente ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées. Des remboursements de frais sont seuls possibles lorsque des missions particulières leur sont confiées. Les modalités d'attribution et de justification postérieure de ces remboursements doivent faire l'objet d'une décision de la Commission Permanente, inscrite au règlement intérieur.

Les personnels de l'association peuvent être appelés par le Président à assister, autant que de besoin, et le cas échéant avec voix consultative, aux séances de l'Assemblée Générale et de la Commission Permanente.

Article 9

L'Assemblée Générale comprend les membres de droit de l'association. Ses réunions peuvent être ouvertes aux membres associés et correspondants de l'association. Elle se réunit au moins trois fois par an, sur convocation du Président et chaque fois que le tiers au moins de ses membres le demandent.

Son ordre du jour est fixé par le Président après avis du Bureau.

Elle entend les rapports sur la gestion de la Commission Permanente, sur la situation financière et morale de l'association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget, y compris le montant des cotisations, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres élus de la Commission Permanente.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire. Ils sont établis sans blanc, ni rature, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association. Chaque membre présent ne peut détenir plus d'un pouvoir en sus du sien. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'association.

Article 10

Le Président préside l'Assemblée Générale de l'association ainsi que les réunions de la Commission Permanente dont il fixe les ordres du jour sur proposition du Bureau.

Le Président représente l'association dans tous les actes de la vie civile.

Il ordonnance les dépenses et les recettes. Il peut donner délégation dans des conditions qui sont fixées par le règlement intérieur.

En cas de représentation en justice, le Président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Les représentants de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

Article 11

Les délibérations de la Commission Permanente relatives aux locations, acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, aliénations de biens rentrant dans la dotation et emprunts, doivent être approuvées par l'Assemblée Générale.

Article 12

Les délibérations de la Commission Permanente relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après approbation administrative donnée dans les conditions prévues par l'article 910 du code Civil, l'article 7 de la loi du 4 février 1901 et le décret no 2007-807 du 11 mai 2007.

Article 13

Les délibérations de l'Assemblée Générale relatives aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques et aux emprunts, ne sont valables qu'après approbation administrative.

III. Ressources annuelles et ressources en dotation

Article 14

La dotation de l'association peut comprendre : une somme constituée en valeurs placées conformément aux prescriptions de l'article suivant ; des immeubles nécessaires au but recherché par l'association ; la partie des excédents de ressources qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'association pour l'exercice suivant.

Article 15

Tous les capitaux mobiliers, y compris ceux de la dotation, sont placés en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi no 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avances.

Article 16

Les recettes annuelles de l'association se composent :

- 1° des cotisations payées par ses membres ;
- 2° des subventions de l'État, des régions, des départements, des communes ou communautés d'agglomérations et des établissements publics ;
- 3° du revenu de ses biens ;
- 4° du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice ;
- 5° des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- 6° du produit des ventes et des rétributions perçues pour service rendu.
- 7° des dons manuels.

Article 17

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe.

Il est justifié chaque année auprès du préfet du département, du ministre de l'intérieur et du ministre en charge de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions accordées au cours de l'exercice écoulé.

IV. Modification des statuts et dissolution

Article 18

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale sur la proposition de la Commission Permanente ou sur la proposition du cinquième des membres de droit dont se compose l'Assemblée Générale.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'assemblée au moins 8 jours à l'avance. L'assemblée doit siéger en présence du quart au moins des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau et doit siéger, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 19

L'Assemblée Générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association est convoquée spécialement à cet effet, dans les conditions prévues à l'article précédent, doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 20

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics, ou reconnus d'utilité publique, ou à des établissements visés à l'article 6, alinéa 2, de la loi du 1er juillet 1901 modifiée.

Article 21

Les délibérations de l'Assemblée Générale prévues aux articles 18, 19 et 20 sont adressées, sans délai, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre en charge de l'Enseignement supérieur. Elles ne sont valables qu'après approbation du Gouvernement. En l'absence d'une réponse dans les deux mois qui suivent la soumission des délibérations au gouvernement, celles-ci sont réputées approuvées.

V. Surveillance et règlement intérieur

Article 22

Le Président doit faire connaître dans les trois mois, à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association a son siège social, tous les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association.

Les registres de l'association et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre de l'Intérieur ou du Préfet, à eux-mêmes ou à leur délégué ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes - y compris ceux des comités locaux - sont adressés chaque année au préfet du département, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre en charge de l'Enseignement supérieur.

Article 23

Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre en charge de l'Enseignement supérieur ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

Article 24

Un règlement intérieur est préparé par la Commission Permanente et adopté par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des membres de droit présents ou représentés. Il est adressé à la préfecture du département. Il ne peut entrer en vigueur ni être modifié qu'après approbation du Ministre de l'Intérieur.

SIGNATURES :

Le Président,



Autre membre du Bureau,

